



**PRÉFET  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 17/03/2026

ZI de Saint Liguair  
4, rue Alfred Nobel  
79000 NIORT

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**NEOLIS sas**

29, route de Civray  
BP 10  
79190 Sauzé-Vaussais

Références : 0007202558/2026/135  
Code AIOT : 0007202558

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2025 dans l'établissement NEOLIS sas implanté 29, route de Civray BP 10 79190 Sauzé-Vaussais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NEOLIS sas
- 29, route de Civray BP 10 79190 Sauzé-Vaussais
- Code AIOT : 0007202558
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS NEOLIS, filiale du groupe TERRENA, est spécialisée dans l'exploitation de silos de céréales et le stockage d'amendements et de fertilisants (engrais) ; les amendements améliorent la fertilité naturelle des sols et les fertilisants sont des concentrés d'éléments nutritifs pour les plantes.

La SAS NEOLIS a procédé à l'actualisation de son étude de dangers en application des articles L.181-25 et D.181-15-2 du Code de l'environnement. Elle a transmis, le 23 novembre 2021 (en justifiant le report de l'envoi) l'étude de dangers de ses installations.

L'arrêté préfectoral n° A6415 du 30/11/2022 issu de son instruction, actualise le tableau de classement administratif des rubriques ICPE, fixe les prescriptions applicables aux installations et les mesures de maîtrise des risques (MMR) issues de l'analyse de l'étude de dangers.

La SAS NÉOLIS emploie 15 personnes sur le site de Sauzé-Vaussais.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suites de la dernière inspection	Autre du 02/02/2021	Sans objet
2	État des stocks	Arrêté Préfectoral du 30/11/2022, article 1.2	Sans objet
3	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 30/11/2022, article 6.2	Sans objet
4	Étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 30/11/2022, article 6.3	Sans objet
5	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 30/11/2022, article 6.5.5	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 30/11/2022, article 6.6.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas révélé de non-conformités sur les points de contrôles abordés.

Des points d'amélioration pourraient utilement être mis en œuvre, notamment pour assurer une meilleure traçabilité de l'analyse et de la clôture des situations identifiées lors des rondes de surveillance des installations. En effet, l'organisation repose sur un système de fiches transmises et traitées par mail. Les documents pourraient embarquer une analyse complémentaire menée sur l'impact global des modifications envisagées.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Suites de la dernière inspection**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre, inspection du 02/02/2021
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Étude de dangers
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>FSMD n°1 : concernant le confinement des eaux d'extinction d'un incendie, l'exploitant a présenté une consigne (référéncée C-S-16) qui indique les actions à mener pour confiner les eaux polluées. Toutefois, ce document ne précise pas les modalités de contrôle et d'évacuation des eaux en cas de sinistre. Par ailleurs, l'acquisition récente d'un terrain de 7910 m<sup>2</sup> sur lequel est disposé un bâtiment de 1570 m<sup>2</sup> (objet du dossier de Porter à connaissance du 15 septembre 2020) n'est pas prise en compte dans le calcul global des eaux à confiner sur l'ensemble du site. Ces dispositions sont à prendre en compte et à intégrer dans l'actualisation de l'étude de dangers.</p> <p>FSMD n°2 : l'exploitant indique que des travaux n'ont pas encore été entrepris concernant les portes des espaces sous cellules, pour le silo béton et le silo maïs, qui ne contiendraient pas la propagation d'une explosion depuis la tour vers l'espace sous cellule. Il n'y a pas de système de découplage actuellement. En outre, le système de ventilation des cellules évitant la problématique d'auto-échauffement des céréales n'est pas assuré. Des mesures correctives sont à étudier et à proposer (avec échéancier de réalisation) dans l'actualisation de l'étude de dangers.</p> <p>FSMD n°3 : L'inspection a constaté que l'accès à l'un des extincteurs du local de stockage des semences était encombré. L'exploitant libère, sans délai, l'accès à l'extincteur du local stockage.</p> <p>FSMD n°4: L'inspection a constaté que le bâtiment « Néolis » ne disposait pas de trappes de désenfumage. Une étude pour le désenfumage de ce bâtiment est à proposer (avec un échéancier de réalisation) dans la nouvelle étude de dangers.</p> <p>FSMD n°5 : Un affichage de la quantité, du nom des engrais et de leur classement est réalisé pour chaque partie du bâtiment « Néolis ». Néanmoins, l'emplacement des cases de stockage n'est pas repéré de l'extérieur. Les inspecteurs n'ont pas constaté la présence de matériel autre que celui strictement nécessaire à l'exploitation à l'intérieur des cases.</p> <p>FSMD n°6 : le bâtiment Gonnin est dédié au stockage des engrais non classés et conditionnés en big bags. Les inspecteurs ont vérifié par sondage les engrais entreposés dans ce bâtiment et n'ont pas trouvé d'engrais classés. Les inspecteurs se sont intéressés à l'engrais APEX NP15-20 Zn et B. Le big-bag comporte le pictogramme de danger GHS05 conformément à la rubrique 2.2 de la FDS. La rubrique 7.1 relative aux conditions de stockage indique que « le sol du dépôt doit être imperméable et disposé de façon à constituer une cuvette de rétention ». Ce n'est pas le cas, le sol du bâtiment ne fait pas rétention et son imperméabilité est à démontrer. L'exploitant doit respecter les conditions de stockage de l'engrais APEX NP15-20 Zn et B définies dans la FDS.</p>

**Constats :**

La SAS NEOLIS a procédé à l'actualisation de son étude de dangers en application des articles L.181-25 et D.181-15-2 du Code de l'environnement. Elle a transmis, le 23 novembre 2021 (en justifiant le report de l'envoi) l'étude de dangers de ses installations.

L'arrêté préfectoral n° A6415 du 30/11/2022 issu de son instruction, actualise le tableau de classement administratif des rubriques ICPE, fixe les prescriptions applicables aux installations et les mesures de maîtrise des risques (MMR) issues de l'analyse de l'étude de dangers.

Par courriel en date du 27 avril 2023, la société NEOLIS précise :

Concernant le FSMD n°1 : qu'elle a réalisé les travaux de rétention et d'étanchéification du Magasin engrais non classé et fournit les justificatifs correspondants. L'inspection constate également le jour de la visite que les travaux ont bien été réalisés.

Concernant le FSMD n°2 : qu'elle a réalisé entre janvier et avril 2023, le remplacement des portes de découplage galerie / pied d'élévateur du Silo Béton et de la Station Maïs. Elle joint également les justificatifs par le même courrier.

Concernant le FSMD n°3 : L'accès à l'extincteur mentionné a été libéré.

Concernant le FSMD n°4 : L'exploitant confirme, qu'après analyse des volumes des engrais concernés par la somme des rubriques ICPE 4702-II, 4702-III et échange avec la direction, il a fait le choix de ne pas atteindre, sur le site de Sauzé-Vaussais, le régime de Déclaration pour cette rubrique : la mise à jour de la situation administrative actée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 novembre 2022 confirme que le site n'est pas classé pour ces rubriques. Ce dernier fixe les nouvelles prescriptions applicables découlant notamment de l'analyse de l'actualisation de l'étude de danger. Cela permet donc de solder le FSMD n°4.

Concernant le FSMD n°5 : L'affichage de l'emplacement des cases de stockage est effectif et repéré depuis l'extérieur du bâtiment.

Concernant le FSMD n°6 : l'engrais APEX NP15-20 Zn et B est entreposé dans la zone engrais qui a fait l'objet d'une réfection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : État des stocks**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/2022, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  Vérification des quantités stockées autorisées visées par l'article 1.2.1 de l'arrêté du 30/11/2022 au titre des rubriques 2160-1a, 2160-2a, 4510, 4702.II, 4702.III, et 4702.IV
<b>Constats :</b>  L'exploitant précise les quantités de produits présents le jour de la visite. Il ressort :  - pour la rubrique 2160-1.a une quantité totale de 13350 tonnes (cellules C32 à C34, 4590 tonnes ; cellules 43 à 45, 8540 tonnes et cellules 51 à 52, 220 tonnes) ; coefficient de 0,6 pris en considération soit un volume de 22250 m <sup>3</sup> (pour 29971 m <sup>3</sup> autorisés) - pour la rubrique 2160-2.a une quantité totale de 6630 tonnes (Cellules C1 à C11, 5500 tonnes ; cellules C21, 22 et 23, 1130 tonnes) ; coefficient de 0,6 pris en considération soit un volume de 11050 m <sup>3</sup> (pour 24780 m <sup>3</sup> autorisés) - pour la rubrique 4510, 33,72 tonnes (pour un seuil fixé à 80 tonnes)  - pour la rubrique 4702 : II : 73 tonnes III : 25,2 tonnes IV : 328 tonnes  L'exploitant respecte donc les seuils de son arrêté d'autorisation pour les rubriques objet du contrôle.  Par ailleurs, l'exploitant indique qu'une erreur pourrait s'être glissée dans l'arrêté préfectoral de 2022. En effet, l'arrêté ne fait pas apparaître la rubrique 2260-1b relative aux équipements électriques de séchage des céréales alors que le dossier de l'étude de dangers mentionnait bien cette rubrique.  La note d'interprétation IR_23-07-26-2260_séchoirs du 26 juillet 2023 précise que les séchoirs ainsi que la puissance électrique des équipements participant à l'activité sont classés sous la rubrique 2160, ce qui est en adéquation avec la rédaction de l'arrêté préfectoral de 2022.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/2022, article 6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques et ATEX
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre u fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. [...]  Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin et rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours.
<b>Constats :</b> Le plan des zones à risque a été réalisé en 2021. Il n'y a pas eu d'évolutions sur le site depuis cette date. Un plan des zones ATEX datant du 17/05/2021 contenant l'évaluation des zones a également été présenté par l'exploitant. La zone d'entreposage des engrais dispose notamment d'un registre des quantités présentes et les consignes à observer (registre disponible à l'entrée du local photo n°7 de l'annexe photographique).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Étude de dangers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/2022, article 6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification du fonctionnement de certains capteurs
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Afin de prévenir certains dysfonctionnements, des capteurs sont mis en place sur certains équipements. Ils permettent à ce dernier d'arrêter la ligne de fabrication concernée. Il s'agit : <ul style="list-style-type: none"><li>- [...],</li><li>- de détecteurs de Bourrage,</li><li>- de capteurs de déport de bandes sur les élévateurs,</li><li>- [...]</li></ul> L'exploitant met également en place les mesures de prévention suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>[...]</li><li>- surveillance du vieillissement des installations pour limiter le risque d'effondrement,</li><li>[...]</li><li>- mise en place de grilles de fosse qui retiennent les corps étrangers,</li><li>- suivi de la température des stockages,</li><li>[...]</li></ul> Contrôles périodiques des installations électriques et des moyens de lutte contre de défense incendie

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a procédé au contrôle de la mesure de maîtrise des risques relative au déport de bande transporteuse « Silo fer tapis sous cellule ».</p> <p>L'inspection a demandé à l'exploitant de tester les dispositifs. Un test a donc été réalisé afin d'analyser la réponse des systèmes et le bon reporting sur la supervision. Ce test a révélé un bon fonctionnement du dispositif et une bonne connaissance des opérations à conduire de la part des opérateurs. Toutefois, la connaissance des autres procédures reste perfectible de la part de la personne présente pendant la phase de test.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant indique les actions à mettre en œuvre pour améliorer la connaissance des personnels concernant les opérations à conduire en cas de déclenchement des systèmes testés.</p> <p>L'exploitant met en œuvre une meilleure traçabilité de l'analyse et de la clôture des situations identifiées lors des rondes de surveillance des installations. En effet, l'organisation repose sur un système de fiches transmises et traitées par mail. Les documents pourraient embarquer une analyse complémentaire menée sur l'impact global des modifications envisagées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Protection contre la foudre

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/2022, article 6.5.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification annuelle des installations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) est réalisée sur le site. L'étude technique sur les moyens de protection à mettre en place pour répondre aux exigences de l'arrêté du 4 octobre 2010, a été mise à jour le 4 février 2022 (Cf. rapport SOCOTEC joint en annexe de l'étude de dangers). [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose de l'analyse du risque Foudre. L'installation a fait l'objet d'une vérification visuelle en 2025 de la part d'un organisme compétent.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>



**N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/2022, article 6.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : [...] - une colonne sèche au niveau de chaque tour de manutention de chaque silo et au niveau des séchoirs. [...] - un rideau d'eau au niveau du petit séchoir afin d'assurer la protection du silo fer situé à côté, - les 2 séchoirs sont équipés d'un système d'aspersion à déclenchement manuel,
<b>Constats :</b>  Les installations disposent bien d'une colonne sèche au niveau de la tour de manutention visitée (silo fer). Le petit séchoir dispose bien d'un rideau d'eau afin d'assurer la protection du silo fer situé à côté et les 2 séchoirs sont équipés d'un système d'aspersion à déclenchement manuel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite